

Cyber-crime et Cyber-surveillance pour une Cyber-citoyenneté : Perspective A.U.S.

Marc Rotenberg, President
Electronic Privacy Information Center

23ème ICPDPC

Septembre 2001

Paris, France

epic.o

Mr Brandeis, Juge à la Cour Suprême

“ Les dommages liés à la violation de la vie privée au téléphone sont beaucoup plus importants que ceux de la manipulation du courrier. Lorsqu’une ligne téléphonique est mise sur écoute, il y a intrusion dans la vie privée des individus aux deux extrémités de la ligne et toutes leurs conversations quel qu’en soit le sujet, même si elles sont personnelles, confidentielles et secrètes, peuvent être surprises. En outre, la mise sur écoute de la ligne téléphonique d’un individu implique l’écoute clandestine de toute autre personne qu’elle peut appeler ou susceptible de l’appeler. En tant que moyens d’espionnage, l’ordre de main forte et les mandats en général ne sont que de faibles instruments de tyrannie et d’oppression si on les compare à la mise sur écoute d’une ligne téléphonique..”

- Dissenting in Olmstead c/ United State (1928)

epic.o

Développement de la Loi US sur la Confidentialité des Communications

1928 - Olmstead c/ United States (Cour Suprême)

1934 - Loi sur la Communication, §605 (Congrès)

1967 - Katz c/ US, Berger c/ US (Cour Suprême.)

1968 - Federal Wiretap Statute (Congrès.)

1978 - Loi Foreign Intelligence Surveillance (Congrès)

1979 - Smith c/ Maryland (Cour Suprême)

1986 - Loi Electron. Comm. Priv. (Congrès)

1994 - Loi Comm. Assist. For Law Enforcement (Congrès)

2001- ?? “Loi contre le Terrorisme” ??

Surveillance électronique aux USA - Exigences actuelles

Autorisation judiciaire

Spécifier la localisation et la durée

Pour certains crimes qualifiés uniquement

Pas d'alternative

Autorité à un niveau élevé

Identifier l'agent

Minimisation

Exclure les preuves illégales

Notification à la personne visée

Rapport annuel au Congrès

Pas de rétention des données (conservation des preuves o

Distinction entre le contenu et les numéros de téléphone

Principe sous-jacent

La surveillance électronique devrait être “une méthode d’investigation à utiliser en dernier ressort.”

- Congrès, 1968

Développements récents

“Carnivore” (“renifleur” Internet)

Echelon (surveillance internationale)

Nouveaux systèmes de surveillance
(reconnaissance des visages)

(Cryptologie)

Changements proposés - “Législation Anti-terrorisme”

Elargir la définition de l'autorité de “l'enregistreur graphique” pour les communications informatiques (chaîne de clicks, adresses URL, en-tête de courrier, etc ..

Accès plus facile aux boîtes vocales, aux e-mails stockés

Limiter l'autorisation judiciaire (+ de citations à comparaître)

Autoriser la surveillance “volante,” “multi-point”

Création d'une nouvelle autorité de sécurité nationale d'urgence

Elimination de la règle d'exclusion (“exception de la bonne foi”)

Utiliser les preuves obtenues par la police étrangère en violation du droit US.

Habiliter l'autorité FISA pour appliquer la législation

Déclaration EPIC 24.9.01 (1/3)

Pendant les jours qui ont suivi le 11 septembre, le Congrès a rapidement montré son soutien au Président et lui a accordé une certaine compétence pour traiter les questions militaires au nom du pays. Le Congrès s'est ensuite efforcé d'apporter un soutien financier à la reconstruction après la tragédie. Le Congrès a ensuite travaillé à l'amélioration de la sécurité des lignes aériennes afin d'apporter une aide à l'industrie du transport aérien pour la reconstruction après la tragédie et de commencer à restaurer la confiance des américains dans les voyages aériens.

Il est temps maintenant que le Congrès fasse une pause avant de s'attaquer aux sujets contenus dans les différents projets de loi qui vont circuler au Capitole cette semaine. Contrairement aux précédentes mesures qui étaient une réponse immédiate à la crise, les points à étudier cette semaine - politique d'immigration, droit pénal, surveillance électronique et collecte de renseignement - s'étendent à d'autres secteurs et risquent, particulièrement en ce moment, de réduire progressivement les droits qui protègent tous les Américains

Déclaration EPIC 24.9.01 (2/3)

Dans le secteur de la surveillance électronique, le Congrès doit agir avec un soin tout particulier. Il y a en ce moment un mélange de dispositions qui, si elles étaient toutes appliquées, permettraient à plus de gens au gouvernement de surveiller plus de communications électroniques des Américains, pour plus de raisons, et en vertu de garanties juridiques légales inférieures à ce qui est actuellement autorisé par la loi. Et cette nouvelle autorité réglementaire serait largement exercée dans des cas n'ayant aucune relation avec le terrorisme.

Ainsi, par exemple, la police pourrait maintenant utiliser "Carnivore" pour capter normalement les données de "clickstream" provenant des utilisateurs de l'Internet - y compris les sites web visités et les pages téléchargées - selon les mêmes faibles garanties qui permettent actuellement au gouvernement d'avoir accès aux numéros de téléphone composés. Une autre disposition étendrait considérablement l'utilisation de la surveillance électronique pour les enquêtes sur les crimes informatiques. Une autre encore faciliterait la prise d'une ligne d'audio- messagerie.

Déclaration EPIC 24.9.01 (3/3)

Il serait temps pour le Congrès d'agir rapidement sur quelques sujets : l'amélioration de la sécurité des frontières et la prévision de ressources adéquates en matière de traduction et d'interprétation -- mais la grande majorité des recommandations législatives qui sont maintenant faxées à Washington créeraient une autorité de surveillance à compétence très large, sans justification. Il faudrait s'opposer à l'adoption, maintenant, de nouveaux pouvoirs de mise en application de la loi sans relation avec les investigations et la prévention des actes terroristes.

Marc Rotenberg